

ARMEMENT NUCLÉAIRE DE LA CHINE: CAUSES ET CONSÉQUENCES

La Chine développe lentement mais sûrement ses capacités nucléaires. Son objectif est de pouvoir maintenir à l'avenir aussi une capacité nucléaire de seconde frappe crédible contre les Etats-Unis. Mais, de surcroît, la Chine voit de plus en plus l'arme nucléaire comme une monnaie politique. L'Inde, puissance atomique voisine, perçoit surtout l'armement nucléaire de la Chine comme une menace. Il pourrait en résulter une déstabilisation nucléaire de la région asiatico-pacifique.



La Chine modernise ses lanceurs: missiles balistiques lors d'une parade militaire à Pékin, le 1^{er} octobre 2009.

La République populaire de Chine était déjà entrée dans le club des puissances atomiques au milieu des années soixante. Mais l'arsenal nucléaire de Pékin ne faisait que rarement la une des journaux. La Chine a fait pendant des années preuve de retenue en matière d'armement nucléaire. Elle ne voulait en outre pas être la première à utiliser l'arme atomique.

Sa montée économique a fait entre-temps de la Chine un poids lourd politique dans l'arène internationale. L'empire du Milieu progresse aussi du point de vue militaire, avec un budget de la défense qui connaît des taux de croissance énormes – plus de onze pourcent étaient officiellement prévus pour 2012 seulement. Le potentiel nucléaire de la Chine est resté largement à l'arrière-plan, mais d'importants chan-

gements se dessinent ici aussi. La politique de non-emploi en premier de l'arme nucléaire est remise en question par les experts chinois. On soupçonne simultanément que Pékin développe lentement mais sûrement son arsenal atomique. Pour ce qui est des lanceurs, ce sont en particulier les systèmes de missiles balistiques qui sont développés et modernisés.

A beaucoup d'égards, cet armement nucléaire lent est dû aux perceptions de menace chinoises. Pékin craint que les Etats-Unis ne puissent, avec leur défense antimissile en cours de développement ainsi que de nouvelles capacités conventionnelles à longue portée, miner le cœur de la doctrine nucléaire chinoise, notamment la capacité de seconde frappe nucléaire assurée et crédible de la Chine.

Certains signes indiquent cependant aussi que Pékin interprète plus qu'avant l'arme atomique comme une monnaie politique de poids dans la partie de poker entre les grandes puissances.

La montée graduelle de la Chine en matière d'armement nucléaire a déjà aujourd'hui des conséquences pour la région asiatico-pacifique. L'Inde observe avec beaucoup de méfiance la montée nucléaire de la Chine. On peut décrire la relation des deux voisins comme un mélange de conflit et de coopération. Pékin comme Delhi veulent éviter de coûteuses courses à l'armement nucléaire parce qu'elles empêcheraient leur montée économique respective. Cela risque cependant justement d'arriver: la Chine développe ses arsenaux atomiques pour assurer sa capacité de dissuasion contre les Etats-Unis. L'Inde fait quant à elle avancer ses propres modernisations nucléaires pour ne pas prendre du retard par rapport à son voisin septentrional. Pendant ce temps, le Pakistan s'arme lui aussi – soutenu par la Chine – nucléairement pour se protéger de son sempiternel concurrent, l'Inde. Cette dynamique nucléaire peut entraîner des instabilités considérables.

L'arme atomique dans le débat stratégique chinois

Le programme nucléaire chinois a débuté au milieu des années cinquante. Le pays a fait son premier essai de bombe nucléaire en 1964. Il a fait depuis un total de 45 essais. La Chine a testé tout l'éventail d'armes nucléaires, des bombes à l'uranium et au plutonium aux armes à neutrons en passant par les explosifs thermonucléaires.

Pendant la dernière phase d'essai qui a pris fin en 1996, elle a surtout testé des ogives nucléaires plus petites et plus légères.

Mao Zedong, président du parti communiste chinois de 1943 à 1976, avait longtemps minimisé l'importance de l'arme nucléaire en la qualifiant de «tigre de papier». Seules les menaces nucléaires d'autres Etats auraient forcé la Chine à construire elle-même l'arme nucléaire. En raison de ce mépris de l'importance de l'arme nucléaire, la Chine a longtemps suivi une politique de retenue nucléaire. En 1964 déjà, soit immédiatement après son premier essai atomique, Pékin a annoncé ne jamais vouloir utiliser en premier ses armes nucléaires ou même seulement menacer de les utiliser. Pendant longtemps, elle n'a pas développé de stratégie nucléaire explicite ni de plan de mise en œuvre correspondant au-delà de ce principe. La Chine a mis en place une force de frappe atomique relativement petite. Elle servait en premier lieu à dissuader par une capacité de représailles. La Chine refusait expressément de s'impliquer dans des courses à l'armement avec d'autres puissances atomiques. Le nombre de ses armes atomiques stratégiques, c'est-à-dire celles qui pouvaient atteindre les Etats-Unis, s'est longtemps limité à une vingtaine d'ogives.

La Chine n'a déclaré une «stratégie nucléaire d'autodéfense» que dans le livre blanc sur la défense de 2006. Cette stratégie est guidée par cinq principes: dissuasion contre des utilisations nucléaires et des chantages nucléaires dirigés contre la Chine; garantie de la capacité de survie de ses propres armes atomiques afin qu'elles puissent riposter après une attaque nucléaire; renonciation à un emploi nucléaire en premier; commandement centralisé pour les armes atomiques; attaques atomiques uniquement sur des cibles clés. La Chine ne s'impliquerait pas non plus à l'avenir – si l'on en croit les auteurs du livre blanc – dans des courses aux armements nucléaires.

Par la suite, un débat sur la politique du non-emploi nucléaire en premier a éclaté parmi les experts chinois. Le point controversé: savoir si la Chine ne devrait pas menacer de lancer des attaques atomiques si les Etats-Unis apportent leur soutien militaire à une déclaration d'indépendance de Taïwan. Les stratégies chinoises ont aussi évoqué la force de destruction énormément accrue dans l'intervalle des armes conventionnelles modernes. Leur utilisation pourrait éventuellement justifier une riposte nucléaire chinoise.

La publication du livre blanc sur la défense au début du printemps 2013 a mis fin à la discussion. Pékin s'en tient au principe de ne pas vouloir utiliser l'arme atomique en premier. Etant donné que sa force de frappe atomique est toujours petite par rapport à celles des Etats-Unis et aussi de la Russie, un emploi nucléaire en premier par la Chine provoquerait probablement des représailles nucléaires. La Chine craignait manifestement, de surcroît, les réactions internationales négatives correspondantes si elle changeait officiellement sa politique. Pékin ne peut en particulier avoir aucun intérêt à attiser au Japon une discussion sur un armement nucléaire propre. Le nouveau livre blanc ne réitère cependant pas la formule traditionnelle du non-emploi en premier.

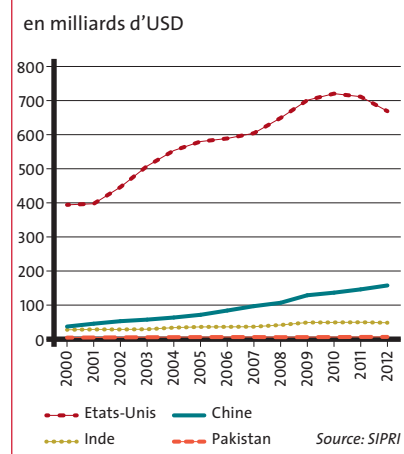
Arsenal nucléaire croissant de la Chine

Personne ne sait exactement de combien d'armes nucléaires la Chine dispose actuellement. Justement parce que son arsenal est si petit, Pékin n'a aucun intérêt, dans le sillage des mesures de transparence, à faire connaître les détails de ses lieux de stationnement et à rendre donc vulnérables les dépôts d'armes atomiques. Selon les estimations, il se pourrait que la Chine possède aujourd'hui entre 240 et 400 armes atomiques en tout. Il est intéressant que – selon les données américaines – le nombre d'ogives nucléaires pour les missiles stratégiques soit passé, entre 2002 et 2010, de 20 à 30–35, soit pratiquement du simple au double, même si ce niveau est bas.

En ce qui concerne les lanceurs, des missiles balistiques terrestres constituent donc l'épine dorsale de la force de frappe nucléaire chinoise. Ils sont continuellement modernisés depuis quelques années. De nouveaux systèmes de missiles pouvant être déplacés sur route et utilisant des propulseurs à propergols solides sont introduits. Ils remplacent peu à peu d'anciens missiles stationnés dans des silos qui utilisent encore des propergols liquides. Tous les missiles terrestres chinois n'ont jusqu'à présent qu'une seule ogive nucléaire. Les experts estiment que Pékin serait cependant tout à fait en mesure d'utiliser la technologie multi-ogive. Par cette démarche manifestement non voulue jusqu'à présent sur le plan politique, la Chine pourrait agrandir massivement et en peu de temps son arsenal d'armes atomiques.

Le nombre de missiles pouvant porter des armes nucléaires est en outre étendu. On

Dépenses de défense 2000–2012



estime que plus de 1 300 missiles à courte et moyenne portée – stationnés principalement sur la côte en face de Taïwan – peuvent être équipés conventionnellement ou nucléairement. A cela viennent s'ajouter quelques bombes atomiques pouvant être larguées d'avions de type H-6. Un type modernisé de cet avion, introduit il y a peu dans les forces aériennes chinoises, peut être équipé de missiles de croisière armés nucléairement. Bien que le rayon d'utilisation possible de ce système d'armement s'en trouve nettement élargi, il se pourrait que ces avions soient surtout prévus à des fins régionales.

La Chine s'est longtemps penchée sur le défi consistant à stationner des missiles balistiques sur des sous-marins nucléaires. Pékin dispose dans l'intervalle de trois navires de la classe Jing équipés chacun de douze soutes à missiles. Les missiles correspondants pourraient être équipés d'ogives multiples. Mais la Chine n'a pas encore, jusqu'à présent, réussi à avoir toujours au minimum un sous-marin en patrouille. La Chine n'a pas encore tiré avec succès de missile balistique à partir d'un sous-marin submergé. Pour pouvoir atteindre des cibles aux Etats-Unis, les sous-marins de la classe Jing devraient en outre s'aventurer loin dans le Pacifique où ils seraient exposés à la défense anti-sous-marin américaine. Certains analystes sont donc d'avis que les missiles atomiques sous-marins chinois devraient surtout couvrir des cibles en Inde ou en Russie.

Motifs du développement de la force de frappe nucléaire

Différents motifs poussent la Chine à développer ses forces de frappe atomiques. Dans le sillage de la montée politico-économique, l'élite dirigeante semble,

contrairement au passé, attribuer à l'arme nucléaire un rôle politique important. Le nouveau président chinois, Xi Jinping, a par exemple soutenu, dans un discours en décembre 2012, le point de vue selon lequel les armes atomiques donneraient à la Chine un soutien stratégique important pour son statut de grande puissance.

Mais le point de vue stratégique le plus important pour le développement des arsenaux atomiques est peut-être la relation avec les Etats-Unis. Pékin éprouve une méfiance croissante vis-à-vis de la politique de Washington depuis le «pivot», annoncé par le président américain Barack Obama, de la politique américaine étrangère et de sécurité vers la région asiatico-pacifique. A Pékin, on comprend le «pivot vers l'Asie» comme un renforcement de la présence militaire américaine dans la région. En ce qui concerne la crédibilité de la dissuasion nucléaire de la Chine, on redoute dans le pays les améliorations américaines dans les domaines de la collecte d'informations, de la surveillance, des renseignements, de la défense antimissile et des armes de précision conventionnelles à grande portée. L'arsenal nucléaire est donc surtout développé pour garantir la capacité de survie de la force de frappe atomique stratégique chinoise.

Une importante préoccupation chinoise concerne l'avenir de Taïwan. Une indépendance – pas imminente actuellement – de l'île ternirait appréciablement les bases de légitimation du parti communiste régnant en Chine. Cela vaudrait tout particulièrement si cette indépendance se produisait à l'aide du soutien militaire américain. Inversement, Washington devrait protéger efficacement Taïwan contre d'éventuelles attaques militaires chinoises, puisque la fiabilité des garanties de sécurité américaines dans la région asiatico-pacifique est au banc d'essai. Il ne faut donc, en tout cas, pas exclure, du point de vue chinois, l'escalade nucléaire involontaire d'un scénario correspondant d'une confrontation américano-chinoise à cause de Taïwan. La Chine essaie actuellement de développer des options conventionnelles qui doivent empêcher les Etats-Unis de se précipiter à l'aide militaire de Taïwan. Il faudra en particulier tenir le plus possible les groupes de porte-avions américains à l'écart du détroit de Taïwan. Un élément important est le développement de missiles et de missiles de croisière principalement équipés d'armes conventionnelles sur la côte en face de Taïwan. Il pourrait y avoir un risque

d'escalade nucléaire involontaire dans le cadre d'une crise si les renseignements américains interprétaient à tort le tir de missiles conventionnels chinois comme une attaque nucléaire.

Le développement d'une défense antimissile américaine suscite en particulier de l'inquiétude en Chine. Les systèmes correspondants développés en Californie et en Alaska doivent certes protéger principalement, selon les communiqués américains, les Etats-Unis contre les missiles nord-coréens. Mais on soupçonne à Pékin que la défense antimissile américaine se dirige aussi en vérité contre la Chine. Une fois que Washington aura obtenu la capacité d'intercepter les missiles nucléaires stratégiques chinois encore toujours relativement peu nombreux, il pourrait y avoir le risque que les Etats-Unis essaient de faire du chantage nucléaire à la Chine, par exemple dans le cadre d'un conflit autour de Taïwan.

Les programmes américains de développement des capacités conventionnelles à longue portée sont aussi préoccupants en Chine. Les systèmes seraient tout aussi adéquats que la défense antimissile américaine – c'est la perspective prédominante en Chine – pour miner la capacité de double frappe nucléaire de la Chine. La défense antimissile et des armes de précision conventionnelle à longue portée sont particulièrement dangereuses quand elles sont combinées. On craint que Washington ne puisse, avec une première frappe conventionnelle, détruire autant de missiles atomiques stratégiques chinois que possible et n'essaie de mettre hors fonction avec ses missiles de défense le restant au moyen duquel la Chine essaierait de riposter. La Chine aurait ainsi perdu le composant central de sa stratégie nucléaire, à savoir la capacité de garantir la survie de ses propres armes atomiques pour pouvoir riposter après une attaque.

Politique de non-prolifération de la Chine

La Chine était initialement sceptique vis-à-vis du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) entré en vigueur en 1970. Pékin ne voyait pas la prolifération nucléaire comme un problème fondamental mais la soutenait même activement là où elle lui semblait utile en vertu de ses propres intérêts nationaux. Le Pakistan, partenaire de longue date, en a en particulier profité. Le design d'une ogive nucléaire a été par exemple mis à la disposition d'Islamabad vers 1983. Pékin a en outre livré à son voisin

de l'uranium hautement enrichi et l'a aidé à construire une usine d'enrichissement de l'uranium.

Par la suite, la Chine a changé son attitude et adhéré au TNP en 1992. Un motif important consistait à apporter son poids politique lors de la conférence prévue en 1995 sur la prorogation du TNP pour une durée indéterminée. La Chine a adhéré au TNP en tant qu'Etat nucléaire, ce qui était possible parce que le TNP définit comme Etats atomiques les pays ayant réalisé une explosion nucléaire avant le 1^{er} janvier 1967. Les Etats-Unis, la Russie, la France et la Grande-Bretagne sont eux aussi des Etats atomiques.

La Chine considère souvent le problème de la prolifération nucléaire sous un angle différent des pays occidentaux. Pékin soupçonne en particulier derrière l'attitude de Washington face aux questions de prolifération des intérêts américains régionaux. Malgré une certaine sympathie – qui baisse cependant massivement ces derniers temps – pour la politique atomique d'Etats qui posent problème comme l'Iran et la Corée du Nord, il s'agit cependant pour Pékin d'empêcher des réactions américaines excessives et surtout des interventions militaires. La Chine ne cesse en outre de déplorer l'application de deux poids, deux mesures à des cas nucléaires problématiques comme l'Iran d'une part et Israël d'autre part.

Les Etats-Unis et de nombreux pays occidentaux continuent de ne pas être d'accord avec la politique atomique de la Chine envers le Pakistan. Ils reprochent à Pékin d'avoir même aidé Islamabad à mettre en place son programme nucléaire après son adhésion au TNP, ce qu'interdit en fait le TNP. La Chine aurait envoyé au Pakistan, pendant les années nonante, des milliers d'aimants annulaires revêtant une importance centrale pour le programme d'enrichissement de l'uranium pakistanais. La Chine aide en outre le Pakistan à retraiter les matières fissiles et à développer une nouvelle ogive.

La tentative américaine d'accélérer le désarmement nucléaire dans le cadre de l'initiative *Global Zero* propagée par le président Obama est par contre vue avec scepticisme en Chine. On soupçonne derrière cette initiative l'intention américaine de garantir sa propre dominance en prenant à d'autres Etats la capacité de compenser, en possédant leurs propres armes

atomiques, la supériorité américaine dans presque tous les domaines militaires non nucléaires.

La Chine se soustrait donc jusqu'à présent au désarmement nucléaire et au contrôle de l'armement. Elle ne veut apporter son propre arsenal atomique dans les négociations que lorsque les Américains et les Russes se seront désarmés au point d'atteindre le niveau chinois. Pékin a certes signé le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT), mais ne veut le mettre en vigueur que lorsque les Etats-Unis l'auront eux aussi fait.

Conséquences pour la région asiatico-pacifique

Dans la région asiatico-pacifique, la montée nucléaire graduelle de la Chine suscite beaucoup d'inquiétude. C'est en particulier vrai pour le voisin de la Chine, l'Inde. Les capacités nucléaires y sont aussi développées. En avril 2012, Delhi a lancé pour la première fois avec succès un missile Agni 5 dont la portée se situerait à environ 5000 km. Le missile n'est cependant pas encore opérationnel. Les politiciens indiens renvoient cependant dès aujourd'hui au fait qu'Agni 5 permettra d'atteindre, à l'avenir, des cibles partout en Chine. Selon l'avis d'observateurs, l'Agni 5 pourrait même être équipé d'ogives multiples. Le premier sous-marin nucléaire indien équipé de missiles est en outre sur le point d'être opérationnel.

L'Inde étend en outre son arsenal d'armes à courte et moyenne portée et développe ses capacités de production de plutonium de qualité militaire. Une idée fondamentale importante est certainement de pouvoir garantir, à l'avenir aussi, une dissuasion nucléaire crédible contre la Chine. Et ce, d'autant plus que l'on se sent encerclé à Delhi en raison des relations sino-pakistantaises encore intenses. On risque donc des instabilités nucléaires dans une région marquée par de multiples rivalités et contentieux de frontière et sans architecture sécuritaire claire.

I Editeur responsable: Daniel Trachsler
analysen@sipo.gess.ethz.ch

I Expert ayant contribué à cette analyse:
Oliver Thraenert
oliver.thraenert@sipo.gess.ethz.ch

I Commande d'analyses et abonnement:
www.css.ethz.ch/cssanalysen

I ISSN: 2296-0228

Parus précédemment

- N° 138: La Suède aux prises avec sa politique de défense
- N° 137: Les drones américains dans la lutte antiterroriste
- N° 136: La Russie en Europe: défis stratégiques
- N° 135: Tunisie: obstacles au processus de transition
- N° 134: La NSS 2014: sur la voie d'une doctrine Obama?
- N° 133: Conseil de l'Europe: l'heure des réformes
- N° 132: Lashkar-e-Taiba: une organisation locale, des ambitions mondiales
- N° 131: Haut-Karabagh: obstacles à une solution négociée
- N° 130: La CPI: attentes élevées, bilan mitigé
- N° 129: Whole of Government: entre intégration et démarcation
- N° 128: Stratégies contre la radicalisation djihadiste en Europe
- N° 127: Le Groupe des pays fournisseurs nucléaires à un carrefour
- N° 126: Pooling and Sharing, Smart Defence et la Suisse
- N° 125: Népal: paralysie du processus de paix et engagement suisse
- N° 124: La guerre civile syrienne: entre escalade et intervention
- N° 123: Les révolutions arabes du point de vue d'Israël
- N° 122: Interdiction des armes chimiques: état des lieux et perspectives
- N° 121: Le conflit autour du programme atomique nord-coréen
- N° 120: Sortie de l'atome et approvisionnement énergétique de la Suisse
- N° 119: Somalie: peu de perspectives de paix
- N° 118: L'Arctique: un dégel à potentiel de conflit
- N° 117: Inde-Etats-Unis: un partenariat au potentiel de développement limité
- N° 116: L'OTAN après Chicago: rhétorique intelligente et des incertitudes
- N° 115: Le Myanmar entre réformes politiques et pouvoir militaire
- N° 114: La résolution 1325 de l'ONU au banc d'essai
- N° 113: L'Irak Après le retrait des Etats-Unis: de nouveau au bord du gouffre
- N° 112: Crise de la dette et politique étrangère et de sécurité suisse
- N° 111: Les PPP dans la politique de sécurité: chances et limites
- N° 110: L'OSCE en position difficile
- N° 109: Afghanistan: vague espoir de solution régionale
- N° 108: La puissance protectrice: la renaissance d'une tradition?
- N° 107: Armes atomiques au Moyen-Orient: aucune solution en vue
- N° 106: Politique étrangère suisse après Mme Calmy-Rey
- N° 105: Médiation dans les conflits religieux
- N° 104: Fukushima et les limites de l'analyse des risques
- N° 103: La cartographie de crise: le phénomène et son utilité
- N° 102: L'Afrique du Sud: une puissance régionale limitée
- N° 101: Les Frères musulmans en Egypte: obstacles sur la voie du pouvoir
- N° 100: La Libye après Kadhafi: transition politique et options occidentales
- N° 99: Une Europe fragmentée dans un Congo instable
- N° 98: Al-Qaïda après les bouleversements arabes et la mort de Ben Laden
- N° 97: Le Pakistan après Ben Laden: un constat
- N° 96: Politique extérieure de l'UE: nouvelles structures, anciennes faiblesses
- N° 95: Caucase du Nord: instabilité croissante dans le sud de la Russie
- N° 94: Conflit au Proche-Orient: nouveau contexte, nouvelle dynamique
- N° 93: Le Brésil: puissance économique à se profiler en politique étrangère
- N° 92: La lutte pour les avions de combat: gagnants et perdants
- N° 91: Opération militaire en Libye: l'OTAN prise dans un dilemme
- N° 90: Sécurité humaine: genèse, débats, tendances
- N° 89: Désarmement nucléaire: une voie semée d'embûches
- N° 88: Le progrès biotechnologique: un défi sécuritaire
- N° 87: Gestion civile des crises de l'UE: un bilan intermédiaire
- N° 86: L'OTAN et la défense antimissile: chances et questions en suspens
- N° 85: Le sommet de l'OTAN: résolutions ambitieuses, réalisations incertaines
- N° 84: La Force africaine en attente
- N° 83: Sanctions économiques: arme miracle ou échec?
- N° 82: Les services de renseignement contraints à la réforme
- N° 81: Politique européenne de la Suisse: où conduit la voie bilatérale?
- N° 80: Privatisation de la sécurité: limites de l'externalisation militaire
- N° 79: Démocratisation après les conflits: pièges de l'influence extérieure